

*Affaires courantes*

En 1992, 61 822 personnes et 14 317 entreprises ont fait faillite.

[Français]

C'est une augmentation de 4,8 p. 100 par rapport à 1991. Pour la troisième année consécutive, on a compté un nombre record de faillites. Je pose la question, madame la Présidente: Qui promettait, en 1988, de réduire sensiblement les cotisations et d'accroître les prestations du Régime d'assurance-chômage? Les Conservateurs. Qui disait que les primes à l'assurance-chômage seraient diminuées? C'est faux; les cotisations ont été majorées à deux reprises. Les modifications apportées à la loi ont réduit l'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage.

Depuis l'arrivée au pouvoir des Conservateurs, en septembre 1984, il y a eu 38 hausses de taxes. En 1991, les ménages canadiens ont vu leur impôt augmenter de 21,8 milliards de dollars, les transferts de paiement exceptés, par rapport à ce qu'ils auraient payé si la fiscalité en 1984 était restée inchangée. La part des recettes fiscales fédérales que représente l'impôt sur les sociétés a diminué, passant de 13,2 p. 100 en 1984-1985 à 10,4 p. 100 en 1990-1991. Les particuliers les plus riches, qui constituent 1 p. 100 de la population paient moins d'impôt sur le revenu après la première étape d'une réforme fiscale conservatrice qu'ils n'en payaient en 1984. Les riches paient moins aujourd'hui qu'ils ne payaient en 1984.

• (1810)

Une étude du Canadian Business Economics intitulée: *Taking Stock of Tory Tax Reform, published recently* révélait que depuis l'arrivée au pouvoir des Conservateurs, une famille moyenne paie 1 884 \$ de plus en taxes, et ce sans compter la TPS. Donc, 1 884 \$ de plus en taxes depuis que les Conservateurs ont pris le pouvoir.

Il n'est pas étonnant que les Canadiens et les Canadiennes aient perdu confiance. Aujourd'hui, plus de deux millions de Canadiens et de Canadiennes vivent de l'aide sociale. En Ontario, ma province, un Ontarien sur dix dépend de l'aide sociale. En 1991, deux millions de Canadiens et de Canadiennes ont eu recours aux banques alimentaires et de ce nombre 40 p. 100 sont des enfants de moins de 18 ans. Au Canada, il y a plus de banques d'alimentation qu'il y a de restaurants McDonald. On évalue à 3,8 millions le nombre de Canadiens qui vivaient sous le seuil de la pauvreté en 1990, c'est-à-dire au début de la récession; 60,6 p. 100 des femmes, seul soutien de famille, vivaient dans la pauvreté en 1990. Dans mon comté, 20 p. 100, une famille sur cinq est monoparentale et la grande majorité vivent sous le seuil de la pauvreté.

La majorité des pauvres occupent un emploi à temps plein et à temps partiel. Ils sont obligés de travailler pour arriver, essayer de faire un lien entre les besoins de leurs familles qui souvent sont grands et une économie qui leur offre très peu.

[Traduction]

Sous le règne de Mulroney, la lutte contre la pauvreté n'a pas avancé. La pauvreté chez les enfants s'est aggravée. De 1989 à 1990, le nombre d'enfants pauvres a augmenté de 171 000. Au total, 1,105 million d'enfants, soit 16,6 p. 100 de tous les enfants au Canada, vivaient dans la pauvreté en 1990. Ces chiffres ont probablement augmenté depuis. C'est carrément inacceptable pour tout le monde y compris, je l'espère, pour tous les conservateurs d'en face.

En 1988, le gouvernement s'est engagé à consacrer 6,4 milliards de dollars à la création, de 400 000 nouvelles places en garderie d'ici 1995. Mais il n'a pas tenu cette promesse, rendant ainsi la vie plus difficile aux Canadiens et les empêchant d'échapper à la pauvreté.

[Français]

Qui, en 1992, a éliminé le programme fédéral de logement coopératif et a réduit le budget des programmes de logement social? Le gouvernement conservateur.

Samedi dernier, dans mon comté, j'ai eu l'honneur d'assister à une cérémonie d'ouverture d'une coopérative d'habitation, la Coopérative Desloges, située dans l'est du comté. C'est la seule province, l'Ontario, où il y a encore un mouvement coopératif. C'est la seule province où dans le Canada on peut avoir encore accès à un programme d'habitation coopératif. Le gouvernement fédéral s'étant détaché du programme, ayant aboli le programme, il n'y a plus aucune province, excepté l'Ontario, où on peut développer le logement coopératif. En fait, là-dessus je dois dire que le dossier du gouvernement conservateur fait énormément pitié.

En 1983, le premier ministre promettait que notre dette nationale, notre déficit annuel serait réduit. Bien, à chaque année, et les comptes publics sont là pour le prouver, ils se sont trompés dans leurs prévisions, et non pas par des «peanuts», mais par des milliards de dollars. On a aujourd'hui un déficit annuel qui frise les 34 milliards. On a une dette nationale qui est autour de 460 milliards. C'est beaucoup d'argent, et les Canadiens et les Canadiennes sont en droit de s'attendre des députés, des gouvernements, des réponses aux questions qu'ils se posent: Où allons-nous? Qu'allons-nous faire? Il y a tout de même des choses que nous pouvons faire.